

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 20/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES DU LEMAN S.A.

BP 43
74200 Thonon-les-Bains

Références : 20240308_RAP_InspOCP_PDL_V1
Code AIOT : 0006104664

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2024 dans l'établissement PAPETERIES DU LEMAN S.A. implanté 1080 rue des vignes rouges 74500 Publier. L'inspection a été annoncée le 07/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale relative à l'autosurveillance des rejets aqueux dans les installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DU LEMAN S.A.
- 1080 rue des vignes rouges 74500 Publier
- Code AIOT : 0006104664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Papeterie du Léman est spécialisée dans la fabrication de papiers minces. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2009.

Soumise à la directive IED, elle a fait l'objet d'un dossier de réexamen qui a conduit à l'ajustement des prescriptions applicables à l'établissement à travers l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2017.

L'usine emploie 240 personnes. Elle produit 40 à 42 000 tonnes de papier par an sur 3 lignes :

- ligne 3 dédiée au papier cigarette à rouler (2300 tonnes par an) à base de pâte textile produite sur place
- ligne 4 dédiée au papier d'impression mince (marché en déclin constant), papier mousseline, papier cigarette, papier emballage (fenêtres)
- ligne 6 orientée sur les papiers minces alimentaires, marché en croissance.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 - surveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.5	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.7	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.7	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 2.5.1 à 2.5.4	Sans objet
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.12	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection, aucune non conformité n'a été constaté sur les points contrôlés.

Néanmoins, l'inspection demande à l'exploitant :

- 1/ d'apposer dans les meilleurs délais la date de mise à jour sur le plan des réseaux ;
- 2/ de veiller à énoncer les causes de tout dépassement et éventuellement de détailler les actions correctrices engagées si nécessaires via GIDAF ;
- 3/ de prendre toutes dispositions pour que la température des eaux de rejets respecte en continu la valeur limite prescrite (<30°C) et de fournir à l'inspection un relevé des températures observées quotidiennement en 2023 ;
- 4/ de vérifier si les paramètres et matrices suivis au titre du diagnostic du fonctionnement du dispositif SRR couvrent ceux du programme de surveillance fixées par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2009 modifié, notamment en son article 2.4.4. et de prendre les mesures correctrices requises selon la conclusion de son analyse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Le plan, tenu à jour, des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et ouvrages de traitement. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan des réseaux référencé BH04 « Ensemble réseaux et fosses de rétentions ». Ce document nous a été transmis par courriel le 04/03/2024 à la demande de l'inspection. Ce plan est exhaustif et cohérent. Des éléments mis à jour y sont mentionnées (obturbateurs en 2009 et rétentions en 2007). Néanmoins, sa date de mise à jour générale n'y figure pas. Il a été demandé à l'exploitant d'apposer cette mention sur le document dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats :

L'établissement, conformément au plan des réseaux évoqué au point précédent, dispose de deux points de rejets distincts au milieu naturel (rivière Dranse) : eaux pluviales et eaux industrielles traitées.

Les deux points de rejet ont fait l'objet d'un contrôle visuel. Aucun élément particulier n'a été constaté (odeur, couleur, aspect).

Les rejets bénéficient d'une diffusion significative dans le milieu récepteur (Dranse).

A noter toutefois un développement algal prononcé dans le fond et les bords du canal à ciel ouvert, dans l'emprise du site, qui dirige les eaux industrielles traitées vers la Dranse en sortie de station de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.7

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le point de rejet des eaux industrielles traitées est équipé d'un automate de prélèvement alimentant des échantillons conservés dans une armoire réfrigérée. Cette dernière bénéficie d'un re-étalonnage mensuel.

Ce point de surveillance est accessible et correctement aménagé et entretenu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 2.5.1 à 2.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalisera, sur des échantillons représentatifs de la période considérée, les déterminations suivantes aux fréquences indiquées sur l'effluent rejeté dans le collecteur l'acheminant à la Dranse, en sortie de station de traitement (selon les fréquences précisées à l'article 2.5.2)

Constats :

Les données déclarées par l'exploitant via GIDAF démontrent le respect des fréquences de contrôle d'autosurveillance telles que prévues par l'arrêté préfectoral du 20/04/2009 modifié, en son article 2.5.2.

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.12
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » Concentrations maximales admissibles et flux massiques autorisés fixés à l'article 2.4.4 de l'arrêté préfectoral n°2009-1059 du 20/04/2009, modifié par l'arrêté préfectoral n°PAIC-2022-0025 du 04/04/2022
Constats : Les données déclarées par l'exploitant via GIDAF démontrent le respect des valeurs limites (concentrations maximales admissibles et flux massiques autorisés) prescrites par l'arrêté préfectoral du 20/04/2009 modifié (art. 2.4.4), de manière systématique sauf pour les deux points suivants : Sur les douze derniers mois, l'inspection a relevé un seul dépassement des valeurs autorisées : - dépassement de la valeur limite concernant le paramètre « flux massique en P total » sur le prélèvement du 07/08/2023. À noter qu'aucun commentaire associé à ce dépassement n'est renseigné sous GIDAF ; - la valeur limite au point de rejet des effluents pour le paramètre température (< 30°C) est ponctuellement dépassée lors des périodes de fortes chaleurs. Demande L'inspection a donc rappelé à l'exploitant : - l'obligation d'énoncer les causes de tout dépassement et éventuellement de détailler les actions correctrices engagées si nécessaires - et de prendre toutes dispositions pour que la température des eaux de rejets respecte en continu la valeur limite prescrite. Pour identifier la récurrence des dépassements, l'exploitant fournira un relevé des températures de rejet en valeurs maximales quotidiennes sur l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Comme évoqué aux points précédents, la consultation des déclarations de l'exploitant via GIDAF a permis de constater que l'établissement respecte ses obligations en la matière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet

Prescription contrôlée :

La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Constats :

Le site est autorisé à rejeter un volume maximal journalier de 19 000 m³ d'eaux industrielles traitées.

Ce volume est mesuré en continu et s'établit pour 2023 à 2 207 736 m³ (pour un volume annuel maximal autorisé de 5 840 000 m³). La mesure est réalisée via un capteur à ultrason positionné sur un canal ouvert.

Cette prescription est donc respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Prescription contrôlée :

Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Les prélèvements d'autosurveillance sont assurés par un automate de prises d'échantillons et les agents de VEOLIA (opérateur délégué sur la gestion de la station de traitement des eaux).

Comme indiqué au point n°3, l'automate est régulièrement re-étalonné et permet la conservation des échantillons dans des conditions conformes au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
Constats : <p>L'exploitant, bien que soumis au contrôle de recalage, n'a pas strictement engagé cette procédure réglementaire. Il est néanmoins soumis au suivi régulier des rejets (SRR) au titre de l'article R.213-48-6 du Code de l'Environnement et fait l'objet d'un agrément spécifique de l'agence de l'eau, qui est reconnu par l'inspection des ICPE conforme à ses propres exigences dès lors que les paramètres et matrices suivis par l'agence recoupent ceux de l'IIC. Dans ce cas, l'exploitant peut se prévaloir du SRR pour valider la surveillance IIC .</p>
Demande <p>Aussi, l'exploitant devra vérifier si le dernier rapport de diagnostic du fonctionnement du dispositif SRR couvre les paramètres et les matrices du programme de surveillance au titre de la réglementation ICPE (arrêté préfectoral du 20 avril 2009 modifié, article 2.4.4), et fournir à l'inspection la conclusion de cette analyse ainsi que l'attestation du renouvellement de l'accréditation du dispositif (tous les 2 ans). Si l'ensemble des paramètres n'est pas couvert, l'exploitant engagera rapidement la mise en place du contrôle de recalage par un organisme agréé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a mis en œuvre les contrôles réglementaires prévus par l'arrêté ministériel du 20/06/2023. Les résultats de ces trois analyses ont été publiés sous GIDAF. Cette prescription est donc respectée.
Type de suites proposées : Sans suite